

Coup de projecteur : Analyse transversale des performances des IMF africaines

BIM n° - 17 octobre 2006

Le BIM d'aujourd'hui vous fait découvrir le coup de projecteur du mois d'octobre du Portail microfinance www.lamicrofinance.org

Connaître et comparer les performances des IMF africaines

Une étude sur les performances des IMF africaines, publiée en juillet 2006, a été commandée par le Forum pour l'évaluation des performances des IMF africaines. Cette structure, créée en 2003, à l'initiative d'ADA <<http://www.microfinance.lu>> est une plate-forme de discussion, d'analyse, de feedback et de collecte d'informations sur les évaluations de performances en Afrique.

Le Forum réunit 15 IMF africaines et trois agences de notation spécialisées : <<http://www.microrate.com/>> Microrate, <<http://www.microfinanza.com/>> Microfinanza et <<http://www.planetrating.com/>> Planet Rating.

L'étude est fondée sur des données tirées de plusieurs rapports récents établis par les trois agences partenaires et porte sur un échantillon total de 26 IMF africaines, dont 10 sont membres du Forum pour l'évaluation des performances des IMF africaines.

11 pays africains sont représentés et l'échantillon d'IMF reflète une diversité de structures légales : 12 ONG, 5 coopératives, 8 sociétés à actionnariat privé et 1 banque commerciale.

Il est prévu que cette étude soit actualisée et améliorée à l'occasion de chaque réunion du Forum, tous les 12-18 mois.

Quelques résultats de cette première édition de l'étude

Qualité du Portefeuille

Elle dépend fortement de la méthodologie de crédit : le PAR >30 jours ajusté (Portefeuille à risque) varie de 0,9 % pour les IMF à méthodologie de crédit solidaire jusqu'à 5,8 % pour les IMF mixant méthodologie prêts solidaires et prêts individuels. Dans un contexte de croissance et de concurrence accrue, les IMF s'orientent de plus en plus vers des prêts individuels mais la méthodologie n'est pas encore forcément maîtrisée par certaines IMF et peut donner lieu à un PAR plus élevé.

Rentabilité

Le ratio coûts de l'IMF/portefeuille brut moyen était de 40 % pour les IMF de l'échantillon en 2004, contre 60 % en 2001. Cette amélioration s'explique surtout par la baisse relative des charges d'exploitation (liée à la maturité croissante des IMF). En parallèle, la concurrence étant vive sur les marchés, les IMF ont dû réduire les taux d'intérêt appliqués, ce qui a entraîné une pression à la baisse sur leur rentabilité.

Structure de financement des institutions

Influence du statut juridique

Pour les IMF autorisées à collecter l'épargne, la part relative de l'épargne dans leur structure de financement est très importante : 63 % pour les Banques (K-Rep), 52 % pour les coopératives (ACEP, RCPB, Kafo Jiginew) et 40 % pour les institutions financières non bancaires (ACSI, CMFL, UFT et Faulu).

La structure de financement des institutions opérant sous le statut de sociétés à actionnariat privé (LLC), (FINADEV Bénin et FINCA Tanzanie par exemple), est caractérisée par une large part de dettes qui correspond aux emprunts contractés auprès de la société « mère » ou auprès des banques pour mener leurs activités de microcrédit.

Les organisations non gouvernementales (ONG) sont caractérisées par une large base capitalistique (plus de 50 % du total du passif) issue de la capitalisation de subventions octroyées par les bailleurs de fonds initiaux (ex. Al Amana, Padme et Papme).

Influence de la législation locale

Pour les IMF d'Afrique de l'Ouest (zone UMOA), régies par la loi dite « Parmec », l'épargne est la source majeure de financement (entre 43 % et 67 % des financements totaux selon les pays) et reflète la possibilité offerte aux IMF de lever l'épargne de leurs membres. La loi en revanche rend la prise de participation dans le capital des IMF quasiment impossible.

Dans la zone Mena, prise de participation et collecte de l'épargne sont interdites aux IMF, d'où la nécessité pour les IMF d'opérer sous statut d'ONG et de lever des subventions.

En Afrique de l'Est, les sources de financement sont plus diversifiées et les réglementations généralement plus favorables aux activités de microfinance.

Comparaison avec les conditions de financement dans les autres régions du monde

En Afrique, les banques locales proposent des prêts en monnaie locale, à des taux variant globalement entre 6 % et 15 % par an et sur une durée relativement courte (souvent inférieure à deux ans). Ces prêts ont la particularité d'être quasi systématiquement accompagnés d'une exigence de garantie satisfaite souvent grâce à des mécanismes mis en place par les bailleurs de fonds bilatéraux ou multilatéraux (UE, USAID, AFD, etc.). En comparaison avec certains pays d'Amérique latine (Colombie, Pérou), où les banques locales octroient aux IMF des prêts de montants importants sur des durées assez longues, le financement par celles-ci en Afrique reste encore très timide.

On note également une assez forte différence entre l'Afrique et les autres régions du monde en ce qui concerne l'accès à des fonds subventionnés ou commerciaux des IMF africaines. Ces deux types de financement à l'égard des IMF africaines ne représentaient que 6 % du montant total investi en microfinance dans le monde.

Indicateurs d'efficacité

Le taux de charge d'exploitation des IMF (charges d'exploitation/portefeuille brut moyen) de l'échantillon est passé de 35,5 % en 2002 à 30,4 % en 2004. Ce taux de charge reste moins bon que celui constaté par le Microbanking bulletin (MBB) sur un échantillon mondial d'IMF et qui est de 28,5 %. La taille des prêts peut expliquer en partie la moindre performance de l'échantillon d'IMF africaines avec un solde moyen par prêt de 520 USD contre 814 USD pour l'échantillon mondial. Inversement, si l'on regarde le coût par emprunteur (qui masque en partie l'effet « taille du prêt »), il est de 87 USD pour les IMF de l'échantillon africain, contre 153 USD pour les IMF de l'échantillon mondial (MBB). Des analyses complémentaires sont nécessaires pour expliquer ces résultats apparemment contradictoires.

Indicateurs de productivité

La productivité moyenne des IMF étudiées est relativement stable et tourne autour de 388 clients par gestionnaire de crédit. Elle est supérieure à l'échantillon mondiale d'IMF du MBB (271 clients/gestionnaire) et s'explique en partie parce que la plupart des IMF africaines étudiées utilisent une méthodologie de prêts de groupes ou utilisent un réseau d'associations ou de coopératives villageoises dont les comités de crédit élus jouent un rôle important dans le processus de crédit.

La productivité du personnel tourne autour de 156 clients/salarié en 2004, relativement stable depuis 2002. Cette productivité est généralement inférieure dans les IMF qui collectent de l'épargne puisque cette collecte requiert des moyens humains plus importants.

Pour accéder au texte intégral du coup de projecteur et trouver d'autres informations sur les performances des IMF, cliquez sur <http://www.lamicrofinance.org/content/article/detail/18581>